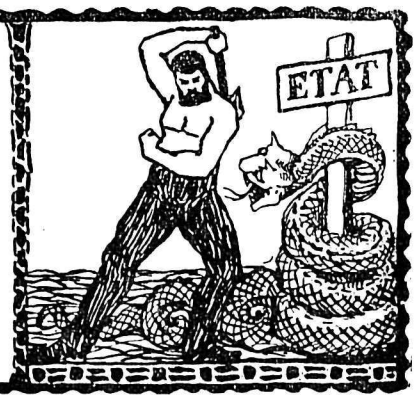
GENEVE

Année XXVII. N° 779 — 21 Septembre 1929

LE REVEIL ANARCHISTE



PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
Le Réveil, r. des Savoises, 6, Genève Suisse.

Il n'est pas de sauveur suprême,
Ni Dieu, ni César, ni tribun,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes...

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : 1 année, fr. 5; 6 mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Aux camarades

A la dernière réunion du Groupe du Réveil, nous avons décidé de ne pas reprendre la publication du Supplément régional, afin de préparer pour l'anneé prochaine l'agrandissement du journal. Les quatre pages du nouveau format contiendroint ainsi le texte de six pages actuelles, aussi bien pour la partie française que pour la partie italienne.

Bien entendu, nous continuerons pendant ce laps de temps à publier les correspondances locales que les camarades voudront bien nous envoyer, mais il importe surtout de faire un effort non seulement pour couvrir le déficit actuel, mais aussi pour créer d'ici à la fin de l'année un fonds garantissant la parution en format agrandi.

Le journal aura le format qu'il avait au début, mais au lieu de deux pages françaises et deux italiennes, il en aura quatre pour chaque langue. Tous les frais se trouveront augmentés du 50%, mais nous comptons sur l'appui des camarades qui, depuis trente ans, ne nous a jamais fait défaut.

Le Fascisme

Parlons-en une fois de plus, car ce sujet n'a pas cessé d'être d'actualité, hélas !

Le quotidien socialiste a relevé, comme il convenait, un article de *La Suisse* d'approbation et d'instigation au fascisme autrichien. Il est bon de rappeler ici, ne fût-ce que pour prouver combien notre polémique du passé contre le socialisme légalitaire était fondée, cette objection que nous lui avions souvent faite :

« Il est impossible de concevoir une radicale transformation sociale, sans révolution. Mais admettons même qu'il nous soit donné, par le recours au suffrage universel et à l'action parlementaire, d'obtenir quelque avantage sérieux, qu'arrivera-t-il alors ? La bourgeoisie n'attendra pas d'être mise en minorité et d'avoir à céder la place. Maîtresse de toutes les influences et force, de l'Etat, elle n'hésitera pas à sortir de la légalité pour rentrer dans le droit — son droit perpétuel à la domination et à l'exploitation. Si à ce moment-là il n'y a pas une force armée au service du socialisme, celui-ci se verra non seulement vaincu, mais rejeté en arrière de positions qu'il croyait tenir à jamais. »

A ce langage, il n'a jamais été répondu d'une façon précise par les socialistes. Dans des conversations privées, on nous disait que les droits, respectés par les bourgeois les socialistes étant faible minorité, le seraient à plus forte raison lorsque l'influence socialiste aurait grandi au point d'être à la veille de conquérir la majorité. Et pourtant les choses se sont bien passées ainsi que nous l'avions prévu. A preuve ce passage d'un article que nous découpons dans le *Travail :*

Il y a quelque chose de profondément tragique dans la position des socialistes viennois, tout seuls pour tenir le coup et défendre la démocratie autrichienne contre le coup d'Etat fasciste que préparent les partis bourgeois et paysan réunis. De l'étranger personne ne peut facilement intervenir dans les affaires intérieures de l'Autriche. Un gouvernement socialiste qui le ferait se trouverait en conflit avec un gouvernement fasciste intervenant dans l'autre sens. D'une guerre civile naîtrait la guerre internationale. Tout cela n'est pas rassurant.

Et les nouvelles de Vienne ne le sont pas du tout. Voici le dernier numéro de l'organe des Heimwehren qui déclare: « Le moment décisif approche. Si les autres moyens échouent, c'est vous, camarades de la Heimwehr, qui mettrez fin au régime corrompu. Le destin vous a confié la mission historique de délivrer notre peuple des marxistes destructeurs et de ceux de ses chefs qui sont de race étrangère. Vous agirez dans l'esprit de vos pères et de vos frères qui, pendant la grande guerre, ont donné leur vie pour la patrie et pour le peuple. »

Comme on le voit, il s'agit bien là d'un appel à la guerre civile pour imposer par la force des mesures que l'on ne pourra pas faire passer par le parlement. Et fait de « destructeurs », il s'agit précisément de détruire tout ce que la classe ouvrière viennoise a construit d'utile et de juste pour faciliter la vie au peuple et développer sa culture.

L'ex-chancelier Seipel, haut dignitaire de l'Eglise, trouve cela tout naturel. Quand la démocratie est près d'atteindre son but, c'est-à-dire de permettre au peuple de mettre fin à certains abus du capitalisme et de prendre lui-même le contrôle de la vie économique, c'est-à-dire des conditions de vie de la masse, eh bien, que voulez-vous ? Il faut bien revenir au moyen âge et arrêter « la canaille » en lui tapant dessus. La méthode n'a pas toujours réussi dans l'Histoire, mais l'exemple de l'Italie ,de la Hongrie et de la Yougoslavie, toutes trois voisines, encouragent ces messieurs.

Et c'est ainsi que les ouvriers viennois, tous pacifistes et antimilitaristes, en sont réduits à songer à une défense armée pour sauvegarder leurs conquêtes du bulletin de vote. Quelle magnifique école de violence organisent là-bas ces piliers d'église ! C'est vraiment du beau travail et Moscou pourra bientôt féliciter Rome de l'avoir si bien aidé à faire triompher là-bas sa conception des choses.

Laissons de côté Moscou et ses conceptions qui sont d'ailleurs bien difficiles à définir. La vérité est simlpement celle-ci : des maîtres qui ont été tels pendant des siècles ne sauraient consentir à cesser de l'être que si tout espoir de recours à la violence leur vient à manquer, au cas contraire, ils livreront bataille ; malheur au monde du travail s'il est impuissant à soutenir le choc. Voilà qui est clair, ou tout au moins devrait l'être surtout depuis l'expérience fasciste.

Rappelons que le fascisme italien a surtout été justifié par un désordre inouï qui, à entendre certains menteurs, ravageait la péninsule. Or, les statistiques officielles du B.I.T. ont prouvé que grèves et manifestations n'y ont pas été pendant les années 1919-21 plus nombreuses qu'ailleurs.

Mais passons. En Autriche, il est absolument impossible de parler d'une situation anormale. Vous n'avez certes pas entendu que les socialistes rouent de coups leurs adversaires politiques, qu'ils les emprisonnent et déportent, qu'ils ont institué un tribunal spécial, qu'ils entravent le moins du monde les droit de réunion, de presse, d'association, de propagande ,etc., qu'ils terrorisent qui que ce soit. Et malgré cela, sus aux tyrans autrichiens et vivent les libérateurs italiens ! La canaillerie foncière des Fabre, Leyvraz, Lescaze, etc., est ainsi évidente. Mais en somme, nous pourrions presque les remercier de se montrer sans masque démocratique et de nous dire brutalement : « La raison du plus fort est toujours la meilleure. Nous pensons pouvoir vous écraser, voilà pourquoi vous êtes dans votre tort. »

Il paraît bien que les utopistes de l'anarchisme y voyaient singulièrement clair et qu'il fallait préparer surtout la foule à pouvoir résister à la violence de ses dominateurs. Et ceci, bien entendu, n'a rien à voir avec la conception de Moscou n'aboutissant qu'au remplacement d'une tyrannie par une autre, et se refusant à admettre, comme Messieurs les bourgeois, une égale liberté pour tous.

C'est égal. Chacun sait que non seulement la classe ouvrière, mais aussi la classe moyenne en Italie a été appauvrie et opprimée par le fascisme et malgré cela nous voyons *La Suisse* achetée indifféremment par ceux-là mêmes dont ses rédacteurs entendent réduire le morceau de pain et supprimer tout droit au profit d'une finance hideuse et d'un cléricalisme révoltant. L'aveuglement de la masse est vraiment alarmant. Il serait pourtant facile de donner une bonne leçon à M. Fabre et à ses patrons, si les quinze mille électeurs socialistes et syndiqués voulaient bien boycotter *La Suisse*. Incapables d'un geste ne demandant aucun effort, comment pouvons-nous espérer que lorsque la situation ressemblera à la situation autrichienne, nous en sortirons victorieux ?

Allons, boycottez tous l'organe du régime de la matraque et de la superstition papale !

Boycottons „La Suisse"
journal fasciste

Le résultat de la dictature

Pour comprendre la situation actuelle en Russie, il est peut-être utile de rappeler cet aveu de Lénine :

Soulevés par une vague d'enthousiasme — enthousiasme général, politique d'abord et militaire ensuite — nous comptions résoudre immédiatement nos tâches économiques, aussi grandes que les tâches politiques et militaires. Nous calculions, ou plus exactement nous avions l'intention sans calculs suffisants, de commencer, moyennant des lois de l'Etat prolétarien, la distribution des produits au pays de la petite paysannerie. La vie nous a démontré nos erreurs. Pour préparer, avec le travail de beaucoup d'années, le passage ou communisme, il nous fallait ces degrés de transition . le capitalisme d'Etat et le socialisme. Ce n'est donc pas immédiatement, au moyen de l'enthousiasme, mais en construisant d'abord à l'aide de l'intérêt personnel et du calcul économique, un pont solide, permettant au pays des petits paysans d'arriver au socialisme en passant par le capitalisme d'Etat, que nous parviendrons plus tard au communisme. Il n'est pas possible d'amener autrement des millions et des milions d'hommes au communisme. Voilà ce que la vie nous enseignait, ce qui ressortait du processus objectif de l'évolution révolutionnaire.

Que conclure ? Lénine a cherché à appliquer à la lettre les mesures prévues par le Manifeste communiste et il en est résulté, ainsi que les anarchistes n'avaient cessé de le répéter, une catastrophe économique de plus. D'ailleurs, cette application a été faite avec la préoccupation surtout de sauvegarder l'omnipotence de la dictature, autrement dit en entravant toute initiaive libre, à même de procurer une ceraine indépendance à ceux qui la prenaient. Il fallait obtenir avant tout que chaque individu ne fût plus que la chose de l'Etat. Ce n'est pas pour rien que Mussolini a vu dans les bolchevistes des « maîtres magnifiques » à imiter toujours plus.

Donc, pas de communisme en Russie, pas même de socialisme, mais un vulgaire capitalisme d'Etat n'excluant pas entièrement le capitalisme privé. Que conclure, sinon que la Russie n'est pas le moins du monde un Etat communiste, comme bon nombre de niais se plaisent à nous le répéter, mais un Etat capitaliste. Le socialisme, lui-même, étant considéré comme un deuxième degré de transition, Lénine était revenu purement et simplement à la conception social-démocrate, après un essai qui avait failli causer la mort de millions et de millions d'hommes par suite de famine.

Malgré une erreur de cette taille, ses thuriféraires nous le donnent comme un génie surhumain. Le fait d'avoir reconnu son erreur suffirait à d'absoudre complètement ! Tant pis pour les innombrables victimes sacrifiées par une expérience que la majorité des socialistes eux-mêmes reconnaissaient folle et que Lénine n'avait imposée que par la terreur la plus sanglante !

La Famille...

Nous avons des défenseurs de la famille, de la morale, de l'épargne, etc., qui viennent de réunir douze mille signatures pour demander la suppression de l'inventaire au décès et des droits de succession en ligne directe.

Comprenez-vous ? Que la famille voie rogner ses salaires par les exploiteurs, que les loyers renchérissent continuellement, que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, tout cela n'empêche guère et favorise même l'épargne ! Que chaque jour vous gagniez quelques francs en moins, que votre régisseur vous demande 20 à 30 francs de plus par mois, que les vivres soient plus chers que dans tout le reste de l'Europe, fort bien ; mais pensez donc, si à force de privations un malheureux laisse après lui un héritage de 5 à 10,000 francs pour lesquels les héritiers auront à payer 20 à 40 fr. une seule fois dans l'espace d'un demi-siècle, la famille est ruinée, l'épargne est dilapidée, la société marche à l'abîme ! Remarquez qu'entre temps propriétaires, patrons, mercantis, douanes, impôts, etc., vous auront dépouillés de dizaines de mille francs ; qu'importe, pourvu que vos héritiers directs n'aient pas à payer les quelques écus pour la succession !

Nous ne prenons pas ici la défense du fisc, ni de l'équilibre budgétaire, mais voulons simlpement dénoncer l'une de ces écœurantes hypocrisies dont les gens de sacristie ont la spécialité. Douze mille signatures ! Que les millionnaires et les gens ayant des capitaux d'une certaine importance aient signé l'initiative, cela ne se comprend que trop, mais la grande masse des signataires sont sans doute des gens sans le sou ou avec d'insignifiants dépôts qui ne forment un tout important que pour ces messieurs de la finance ! Quelle dose d'imbécillité faut-il donc pour se laisser tromper si grossièrement ? Vous voulez protéger ma famille ? C'est bien simple, élevez les salaires que vous nous payez, exonérez-nous de tout impôt, faites une loi nous assurant un logis à bon compte, fixez un maximum aux principales denrées. Ah ! non, trimez dur jusqu'à la mort, serrez-vous la ceinture, privez-vous de tout amusement, de tout confort, et songez avec délices que vos héritiers n'auront absolument rien à voir avec le fisc ! Décidément la crédulité humaine est un abîme insondable.

Mais il y a quelque chose de plus odieux encore que nous voudrions faire ressortir pour toute la cléricanaille fasciste. Il y a en Italie un régime qui brise de propos délibéré toutes les familles non fascistes qu'il peut briser. Les mères et les enfants qui ne peuvent rejoindre maris et pères se comptent par milliers. Et cette séparation forcée a malheureusement bien souvent de tristes conséquences économiques et morales. Chaque jour il y a des cas navrants : des fils qui ne peuvent accourir au chevet des parents mourants ou de vieux couples qui ne peuvent aller à l'étranger revoir leurs enfants. Dernièrement, un nommé Farina tomba accidentellement mort en gare de Genève. Sa fille avisée télégraphiquement, maglré que sa demande fût appuyée par le consul, ne put venir en Suisse pour assister aux funérailles. Des cas semblables sont malheureusement loin d'être rares, mais nos défenseurs de la famille n'ont jamais eu le temps de s'en apercevoir et encore moins de les blâmer. Frères, sœurs, épouses, pères, mères, grands-parents aussi servent tour à tour d'otages contre les rescapés de l'enfer fasciste. Il est impossible d'imaginer pire atteinte portée à la famille, mais n'allez pas croire qu'un seul journal clérical ait cru devoir protester, surtout après la conciliation de Latran.

—o—

Le *Citoyen* croit nous donner à l'appui de l'initiative un article de la *Gazette de Lausanne*, signé Rigassi. Il le résume ainsi :

M. Rigassi montre d'abord que la suppression de l'impôt sur les droits de succession aura pour conséquence de faire venir de l'étranger des familles aisées qui souvent cherchent un endroit agréable pour se reposer d'une carrière active et qui veulent trouver une ville offrant des ressources suffisantes pour assurer l'instruction de leurs enfants. Or ces familles contribueront à faire marcher le commerce et l'industrie, par conséquent à développer la prospérité.

M. Rigassi souligne aussi le fait que toutes les fois que le fisc perçoit les droits de succession, il diminue la matière imposable pour l'avenir et par conséquent ses ressources annuelles.

Ne donnons pas le reste et arrêtons-nous pour bien souligner ces deux arguments étranges.

En supprimant les droits de succession, les riches patriotes étrangers viendront à Genève témoigner de leur ardent amour pour la patrie consistant à porter ailleurs leurs richesses. Les patriotes de tous pays se connaissent et se jugent bien à leur juste valeur. La patrie n'est aimée par eux qu'en tant qu'elle ne touche pas à leur portemonnaie, autrement la terre étrangère devient un endroit plus agréable. L'aveu ici est vraiment dénué de tout artifice.

L'autre argument est vraiment pyramidal. Ce que le fisc vous prend est autant de moins qu'il pourra vous imposer plus tard. Conclusion : ne rien prélever pour trouver plus de matière imposable pour l'avenir! Appliquez cette extraordinaire manière de voir à tous les impôts — et on ne voit vraiment pas pourquoi elle s'appliquerait uniquement aux droits de succession — et afin de ne pas diminuer la matière imposable ,tous les impôts se trouveraient supprimés. M. Rigassi est vraiment un homme de génie et nous abondons franchement dans son sens.

GRADUELISME

Nous croyons utile de reproduire cet article qui élimine certaines confusions nuisibles de mots et trace aux anarchistes une ligne de conduite, tout en répondant à quelques questions et objections qui nous sont le plus souvent posées.

Dans les polémiques qui naissent parmi les anarchistes sur la meilleure tactique à suivre pour réaliser l'anarchie ou s'en approcher, — polémiques utiles et même nécessaires quand elles n'excluent pas la tolérance et la confiance mutuelles et ne dégénèrent pas en odieuses questions de personnes — il arrive souvent que les uns, d'un ton de reproche, appellent les autres graduelistes et ceux-ci repoussent le qualificatif comme s'il était une injure.

Et pourtant le fait est que, graduelistes, au sens propre du mot, nous le sommes tous et nous devons tous l'être par la logique même de nos principes.

Il est vrai que certains mots, spécialement dans le langage de la politique, changent continuellement de sens et en arrivent à signifier le contraire de ce qu'indiquent leur origine et la logique.

Voyez le mot *possibiliste*. Quel est l'homme sensé qui affirmerait sérieusement qu'il veut l'impossible ? Et cependant on appela en France *possibiliste* une certaine section du parti socialiste qui ,avec l'ex-anarchiste Paul Brousse, était plus que les autres disposée à renoncer au socialisme pour tenter une impossible coopération avec la démocratie bourgeoise. Voyez le mot *opportuniste*. Qui voudrait être inopportuniste, renoncer aux opportunités qui se présentent? Cependant le mot *opportuniste* finit par avoir en France le sens spécial de partisan de Gambetta et il se prend encore généralement en mauvaise part comme indiquant une personne ou un parti sans principes et sans idéal qui se laisse guider par des intérêts mesquins et temporaires.

Voyez le mot *transformiste*. Qui niera que dans le monde et dans la vie tout évolue, tout se transforme ? Qui n'est pas transformiste ? Et néanmoins le mot servit à désigner cette politique corruptrice et sans idéal qui eut pour porte-drapeau l'Italien Depretis.

Il conviendrait de mettre un frein à cet usage d'employer les paroles dans un sens qui n'est pas le leur, source de tant de confusion et de tant de malentendus. Mais qui pourrait y réussir, surtout quand le changement est dû à l'intérêt qu'ont les politiciens à couvrir par des mots honnêtes leurs buts malfaisants.

Il pourrait donc arriver que le mot *graduelisme* appliqué aux anarchistes en arrive à désigner vraiment ceux qui, sous prétexte de faire les choses graduellement, à mesure qu'elles deviennent possibles, finissent par ne plus avancer du tout ou par avancer dans une direction contraire à celle qui conduit à l'anarchie. Il faudrait alors repousser ce nom ; mais il n'en resterait pas moins vrai que tout dans la nature et dans la vie procède par degrés et que l'anarchie, elle aussi, ne peut venir que peu à peu.

—o—

L'anarchisme, disais-je, doit forcément être graduéliste.

On peut concevoir l'anarchie comme la perfection absolue et il est bon que cette conception reste toujours présente à notre esprit comme un phare guidant nos pas. Mais il est évident que cet idéal ne peut pas être atteint d'un saut, qu'on ne peut passer tout à coup de l'enfer actuel au paradis ardemment désiré.

Les partis autoritaires, ceux qui croient moral et expédient d'imposer par la force une constitution sociale donnée, peuvent espérer (vaine espérance d'ailleurs) qu'une fois en possession du pouvoir ils finiront, à force de lois, de décrets... et de gendarmes surtout, à tout soumettre à leur volonté et de façon durable.

Mais ni une telle espérance, ni une telle volonté, ne peuvent se concevoir chez les anarchistes qui ne veulent rien imposer sauf le respect de la liberté et qui, pour la réalisation de leur idéal, comptent sur la persuasion et sur les avantages que donne l'expérience de la libre coopération.

Cela ne signifie pas que je croie que pour réaliser l'anarchie, il faille attendre que tous soient anarchistes (comme me l'a fait dire un journal réformiste mal informé ou peu scrupuleux).

Je crois au contraire que dans les conditions actuelles, seule une petite minorité, favorisée par les circonstances, peut arriver à la conception de l'anarchie et que ce serait une chimère d'espérer une conversion générale si l'on ne change d'abord le milieu où prospèrent l'autorité et le privilège. Aussi suis-je révolutionnaire. Et je crois qu'il faut s'organiser pour appliquer l'anarchie et cela dès que la liberté sufisante est conquise, dès que dans un lieu quelconque se trouve un noyau d'anarchistes assez fort par le nombre et la valeur pour se suffire à lui-même et irradier autour de lui son influence.

Puisque l'on ne peut pas convertir tout le monde à la fois et que par les nécessités de la vie et pour l'intérêt de la propagande on ne peut s'isoler, il faut trouver le moyen de réaliser le plus d'anarchie possible parmi des gens qui ne sont pas anarchistes ou qui le sont à des degrés divers.

Le problème n'est donc pas de savoir s'il faut ou non procéder graduellement, mais de chercher la voie la plus rapide et la plus sûre vers la réalisation de notre idéal.

—o—

Aujourd'hui, dans tous les pays du monde, la voie est obstruée par les privilèges conquis, à travers un long passé historique de violences et d'erreurs, par certaines classes qui, pour défendre leur position, disposent non seulement de la suprématie intellectuelle et technique dérivant pour elles de leurs privilèges, mais encore de la force matérielle des classes sujettes enrégimentées et qui en usent à l'occasion sans scrupule et sans limites. C'est pour cela qu'il faut une révolution qui détruise l'état de violence où l'on vit aujourd'hui et rende possible l'évolution pacifique vers plus de liberté, plus de justice, plus de solidarité.

—o—

Quelle devrait être la tactique des anarchistes avant, pendant et après la révolution ?

Ce qui serait à faire avant la révolution pour la préparer et la réaliser, peut-être la censure ne nous le laisserait-elle pas dire et de toute façon, c'est toujours un argument qui se traite mal en présence de l'ennemi. Il nous sera pourtant permis de dire que nous devons toujours rester nous-mêmes, faire le plus possible de propagande et d'éducation, fuir toute transaction avec l'ennemi et nous tenir prêts, au moins moralement, à saisir toutes les occasions qui peuvent se présenter.

—o—

Pendant la révolution ?

Commençons par dire que la révolution nous ne pouvons la faire seuls et que, le pourrions-nous matériellement, il ne serait pas désirable que nous la fassions seuls. Si toutes les forces spirituelles du pays ne se mettent en mouvement et avec elles toutes les aspirations, tous les intérêts manifestes ou latents dans le peuple, la révolution est un avortement. Et dans le cas, peu probable, où nous remporterions la victoire, plus nous nous trouverions dans la nécessité absurde ou de nous imposer, de commander, de contraindre les autres ou de « faire par lâcheté le grand refus », c'est-à-dire de nous retirer et de laisser d'autres profiter de notre œuvre pour des fins opposées aux nôtres.

Il faudrait donc agir de concert avec toutes les forces de progrès existantes, avec tous les partis d'avant-garde et attirer dans le mouvement, soulever, intéresser les grandes masses, laissant la révolution, dont nous serions un facteur parmi les autres, produire ce qu'elle pourra produire.

Mais nous ne renoncerions pas pour autant à notre but spécial : au contraire, nous aurions à rester fortement unis, nettement distincts des autres pour combattre en faveur de notre programe : abolition du pouvoir politique et expropriation des capitalistes. Et si malgré nos efforts, de nouveaux pouvoirs prêts à faire obstacle à la volonté populaire et à imposer la leur propre réussissaient à se constituer, nous devrions n'en faire jamais partie, ne jamais les reconnaître, chercher à ce que le peuple leur refuse les moyens de gouverner, c'est-à-dire les soldats et les contributions, faire en sorte qu'ils restent faibles jusqu'au jour où ils pourraient être abattus. Dans tous les cas, réclamer et exiger, même par la force, notre pleine autonomie et le droit et les moyens de nous organiser à notre manière pour expérimenter nos méthodes.

—o—

Et après la révolution, c'est-à-dire après la chute du pouvoir existant et le définitif triomphe des forces insurgées ?

Ici le graduelisme fait sa véritable apparition.

Il faut étudier tous les problèmes de la vie pratique . production, échanges, moyens de communication, relations entre les groupements anarchistes et ceux qui vivent sous une autorité. entre les collectivités communistes et celles qui vivent en régime individualiste, raports entre villes et campagnes, utilisation, à l'avantage de tous, des forces naturelles et des matières premières, distribution des industries et des cultures selon les aptitudes naturelles des divers pays, instruction publique, soins des enfants et des infirmes, services d'hygiène et médicaux, défense contre les délinquants ordinaires et contre ceux, plus dangereux, qui tenteraient encore de supprimer la liberté des autres au profit d'individus ou de partis, et., etc. Et pour chaque problème, préférer les solutions qui non seulement sont les plus satisfaisantes au point de vue économique, mais qui répondent le mieux au besoin de justice et de liberté et qui laisse la voie ouverte aux améliorations futures. A l'occasion faire passer la justice, la liberté, la solidarité, avant les avantages économiques.

Il ne faut pas se proposer de tout détruire en croyant qu'ensuite les choses s'arrangeront d'elles-mêmes. La civilisation actuelle est le fruit d'une évolution millénaire et elle a résolu en quelque manière le problème de la vie sociale de millions et de millions d'hommes, souvent pressés sur des territoires restreints ,et celui de la satisfaction de besoins toujours plus nombreux, compliqués. Ses bienfaits sont diminués et pour la grande masse presque annulés par le fait que l'évolution s'est accomplie sous la pression de l'autorité dans l'intérêt des oppresseurs, mais si l'on supprime l'autorité et le privilège, restent toujours les avantages acquis, le triomphe de l'homme sur les forces hostiles de la nature, l'expérience accumulée des générations éteintes, les habitudes de sociabilité contractées dans la longue vie en société et dans les expériences de l'entr'aide bienfaisante et ce serait une sottise, et d'ailleurs quelque chose d'impossible, de renoncer à tout cela.

Nous devons donc combattre l'autorité et le privilège ,mais profiter de tous les bienfaits de la civilisation, ne rien détruire de ce qui satisfait, fût-ce imparfaitement à un besoin humain, sinon quand nous aurons quelque chose de mieux à y substituer.

Intrasngieants envers toute tyrannie et toute exploitation capitaliste, nous devrons être tolérants pour toutes les conceptions sociales qui prévalent dans les divers groupements humains pourvu qu'ils ne lèsent pas la liberté et les droits d'autrui. Nous devrons nous contenter d'avancer graduellement à mesure que s'élève le niveau moral des hommes et que s'accroissent les moyens matériels et intellectuels dont dispose l'humanité, tout en faisant, bien entendu, tout ce que nous pourrons par l'étude, le travail et la propagande pour hâter l'évolution vers un idéal toujours plus haut.

—o—

Dans les lignes qui précèdent, j'ai examiné des problèmes plutôt qu'apporté des solutions; mais je crois avoir succinctement exposé les principes qui doivent nous guider dans la recherche et dans l'application des solutions qui seront certainement variées et variables selon les circonstances, mais qui devront toujours, pour ce qui dépendra de nous, s'harmoniser avec les lignes fondamentales de l'anarchisme . aucune domination de l'homme sur l'homme, aucune exploitation de l'homme par l'homme.

A tous les camarades la tâche de penser, d'étudier, de se préparer et de le faire s tarder et intensément, parce que les temps sont « dynamiques » et il faut se tenir prêts pour ce qui peut arriver.

Errico MALATESTA.

Nos abonnés, revendeurs et souscripteurs sont invités à faire leurs versements à notre compte de chèques postaux :

Le Réveil, N° I. 4662, Genève

Le déficit du journal étant à ce jour d'environ 400 francs, auxquels vient s'ajouter une dette d'environ 600 francs d'une machine à imprimer les adresses, nous prions tous les camarades de nous aider à couvrir cette dette de mille francs et insistons surtout auprès des retardataires pour qu'ils se mettent en règle dès que possible.

Le *Réveil anarchiste* est en vente :

A GENEVE :
32, Rue Rousseau.
51, Rue du Rhône.
11, Rue de Carouge.
12, Rue des Grottes (chez le père Vincent).

Les enfants de l'Assistance

Grand nombre d'enfants de l'Assistance sont placés dans les villages du canton de Vaud. Etant en vacances dans l'un de ceux-ci, j'ai pu remarquer quel triste sort ont ces petits.

Certes il serait injuste de dire qu'ils sont mal nourris, mais ils gagnent leur nourriture, je vous l'assure. Du matin au soir, vous voyez des gosses de sept et huit ans courir de la grange à l'écurie, enlever le fumier, aller aux champs, aux bois, non pas pour y jouer, mais pour ramasser des branches mortes, enfin tout le long du jour ils sont courbés sous des charges trop lourdes pour eux.

Ces pauvres mioches ne connaissent pas l'affection, le paysan donne volontiers une tape amicale à sa vache, mais un gosse . . .

Vous voyez ces petits vous regarder avec de grands yeux étonnés lorsque vous leur dites un mot gentil, ou leur donnez une caresse. Quelques-uns sont devenus mes amis et lorsque le soir tombe, qu'enfin ils ont quelques minutes à eux, avec quelle joie ils viennent m'appeler.

Nous nous réunissons en dehors du village et assis sur un « billot », le plus petit glissant sa menotte dans ma main, ils ne me quittent plus des yeux.

Alors par de belles histoires je fais mon possible pour faire naître un peu de joie sur ces petites figures déjà durcies par le travail.

Quelquefois ce sont eux qui parlent. Que d'histoires navrantes j'ai entendues. « Vous comprenez, me disait l'un d'eux, j'ai bien une maman, mais on est cinq à la maison, elle doit travailler parce que papa y trouve pas d'travail, alors y se débine et y boit. »

J'essaie de mettre un peu de baume sur ces jeunes cœurs meurtris en leur expliquant qu'un jour viendra où les mamans pourront garder leurs petits près d'elles. Alors ce sont des questions à n'en plus finir et celle qui me navre le plus est celle-ci: « Dis madame, ce sera bientôt que tout le monde sera heureux ? »

Ah . comme je voudrais que ce fût demain . Hélas, que de travail il reste à faire lorsque l'on voit l'égoïsme féroce de nos bourgeois qui fondent des institutions où l'on élève les enfants comme des bêtes de somme. Du sentiment il n'en faut pas, c'est dangereux, on remarque trop les injustices et l'esprit de révolte peut naître dans un cerveau qui pense.

Il faut des esclaves à la société actuelle. Aussi notre devoir est-il de lutter pour qu'une société nouvelle permette aux petits de vivre libres et heureux.

CLAUDINE.

ENFIN...

Nous venons de lire dans les quotidiens le communiqué suivant :

Le Conseil fédéral adresse aux Chambres le message avec projet de loi sur la procédure pénale fédérale. Le projet groupe toutes les dispositoins de droit pénal visant l'organisation judiciaire et la procédure qui étaient contenues jusqu'ici dans les lois sur la procédure pénale, l'organisation judiciaire et les contraventions aux lois fiscales et de police. Le projet se divise en sept parties. Conformément aux vœux exprimés par le Tribunal fédéral et par le Conseil national (motion Huber, décembre 1922), ainsi que par la doctrine, la réforme de la procédure vise surtout l'instruction préparatoire. Les droits de la défense ont été étendus.

Tout cela demande quelques explications. Le Code pénal fédéral et sa procédure datent de 1853. Ils ont été calqués sur les codes allemands de la première moitié du siècle dernier. Voilà qui laisse quelque peu rêveur pour un pays qui marche à la tête des nations.

Les dits codes concernant surtout les délits politiques n'ont guère subi de changement en ce qu'ils pouvaient avoir d'arriéré et de désuet; par contre des articles *bis* et *ter* leur ont été adjoints prévoyant la propagande et les actes anarchistes.

L'instruction est absolument secrète. Le prévenu ne peut voir personne ni recourir à un avocat avant le décret de mise en accusation. Assassins et voleurs, poursuivis d'après les codes d'instruction cantonaux, se trou-

vent ainsi mieux traités que le prévenu d'un délit politique.

Personne, bien entendu, n'aurait jamais songé à protester pour des anarchistes, mais il s'est trouvé que le même Code pénal fédéral s'applique aux fraudeurs des droits de douane et du fisc fédéral, c'est-à-dire à des bourgeois aussi. Et alors ces derniers se trouvant poursuivis au secret ne manquèrent pas de protester et de faire protester. Ils furent entendus et juges, juristes et députés réclamèrent la suppression de l'instruction secrète et des droits plus étendus pour la défense. Toutefois, il a fallu sept ans au Conseil fédéral pour donner suite à la motion Huber acceptée par lui. Maintenant il faut s'attendre, avant le vote définitif des Chambres, qu'il se passe aussi un certain temps. La loi était bien regrettable pour les fraudeurs, mais pour les anarchistes rien ne pouvait mieux convenir.

J'étais bien décidé, si le hasard m'avait encore fait arrêter en vertu du Code pénal fédéral, à garder le mutisme le plus complet à l'instruction. J'aurais simplement répondu au juge: « Quand il vous plaira de rompre votre secret, je romprai aussi le mien. » Lors du procès des bombes de Zurich, il s'était produit ce fait inouï que l'instruction secrè,te pour les accusés ne l'avait pas été pour des journalistes étant allés interviewer M. Heusser. Et les emprisonnés s'étaient vu accusés publiquement et officiellement de ce dont ils ne pouvaient se défendre publiquement aussi.

Enfin, attendons pour voir à quoi se ramène la nouvelle réforme. Nous ne serions guère étonnés de constater que pour les anarchistes quelques aggravations sont prévues, comme suite logique aux articles les concernant exclusivement. Quoi qu'il en soit, il ne faudrait pas juger des progrès du droit pénal en Suisse du fait qu'un code a pu ne subir aucune modification et suppression pendant soixante-seize ans !

L. B.

Notes en marge

Calomnies communistes.

Des camarades nous écrivent que certains communistes vont colportant que notre ami Malatesta vivrait à Rome en toute liberté, fréquentant des réactionnaires et notamment des généraux. C'est encore plus bête que méchant.

Malatesta est plantonné à son domicile par trois agents, chargés de le surveiller jour et nuit. Il est suivi à chaque sortie et toute personne voulant lui rendre visite est arrêtée par ces agents et rarement autorisée à le faire. Il en est de même pour quiconque voudrait engager une conversation avec lui dans la rue.

Faisons remarquer qu'il a 76 ans et une santé chancelante; si donc il était laissé absolument tranquille, ce serait la chose la plus naturelle du monde, d'autant plus que les personnes déjà âgées de 70 ans sont excleus de la déportation aux îles.

Mais dans leur manie stupide d'être les seuls persécutés, les communistes en sont arrivés à calomnier ouvertement tout antifasciste qui échappe par hasard à la persécution et même ceux qui, comme Malatesta, n'y échappent pas du tout.

Mais pourquoi ne font-ils pas intervenir l'ambassadeur de Russie à Rome pour protester contre les persécutions dont les bolchevistes italiens sont victimes ? Cet ambassadeur, au contraire, s'est toujours entendu au mieux avec Mussolini et ses généraux.

Manifestation de Genève.

Nous qui ne poursuivons pas des buts et des intérêts étroits de parti, ne saurions que nous réjouir de la belle manifestation du dimanche 8 septembre contre la guerre, la vie chère et le fascisme, d'autant plus qu'elle venait signifier encore une fois que le peuple de Genève n'entend pas accepter l'absurde suspension de ses droits constitutionnels pendant les sessions de la S. D. N., décrétée par le Conseil fédéral.

Beaucoup de monde, certes, mais tout de même la classe ouvrière genevoise était loin d'être représentée comme elle aurait du l'être. Nous ne croyons pas que cela fût dû à certaines malheureuses divisions, mais à une trop grande apathie que la masse n'arrive pas à secouer. Et pourtant il n'y a pas d'illusions à se faire : nous ne garderons nos maigres droits et libertés qu'en nous montrant bien décidés à les sauvegarder. La manifestation du 8 septembre revêtait une importance toute particulière et trente mille travailleurs à Genève auraient pu et dû y participer. Il fallait donner l'impression d'une force formidable contre laquelle il serait dangereux de se heurter, tout en s'abstenant de gros mots et de menaces. Nous sommes bien décidés à briser toute tentative fasciste, à faire respecter notre dignité et à poursuivre l'œuvre de transformation sociale pour le bien-être, la liberté et la paix.

Hélas ! les plus pauvres et les plus opprimés étaient le moins représentés à la manifestation ,et voilà malheureusement de quoi rassurer nos maîtres dans leurs visées réactionnaires.

L'affaire de Gastonia.

Un nouveau cas Sacco et Vanzetti se dessine en Amérique. Voici sommairement les faits.

A Gastonia, une ville industrielle presque entièrement de tisserands, l'exploitation était particulièrement dure. Longues journées, bas salaires, emploi criminel de main-d'œuvre enfantine. Une grève devait forcément s'en suivre.

Bon nombre d'ouvriers, logeant dans des maisons construites par les industriels, se virent jetés sur le pavé et obligés de former un vaste campement de tentes où dormir la nuit et entasser leurs meubles.

Un soir, bien que le calme le plus complet régnât dans ce campement, la police voulut y pénétrer et y donna sans autre l'assaut. Au milieu du tumulte, des tentes renversées, de femmes, hommes et enfants en fuite, six policiers, dont le chef, furent tués par des inconnus exaspérés et en état de légitime défense. Le lendemain, une vingtaine de grévistes, parmi les plus dévoués et les plus actifs, étaient arrêtés au hasard et inculpés de responsabilité morale ou matérielle d'homicides prémédités. Pour une douzaine d'entre eux le procureur demande la chaise électrique, et il est fort à redouter qu'il l'obtienne. Des peines très lourdes seront ensuite infligées aux autres prévenus.

Jetons tous un cri d'alarme, qui puisse être entendu dans le monde entier. Il faut chercher à ce que l'intervention de grandes masses ne se produise pas trop tard, lorsque l'infamie est déjà ourdie dans ses moindres détails et qu'il n'est plus de moyens pour en arrêter le cours.

Attentats en Allemagne.

Des écriteaux du *Journal de Genève* annonçaient au bon public de nouveaux attentats *anarchistes* en Allemagne. Anciens et nouveaux n'étaient en réalité que des attentats fascistes.

Les républicains allemands pour n'avoir pas passé par les armes toutes les familles régnantes d'Allemagne, comme logique début de leur révolution, ont vu tomber sous les coups d'associations secrètes monarchistes leurs meilleurs représentants. Plus de trois cents attentats individuels ont frappé à mort des socialistes et républicains les plus en vue. Et la plupart des assassins ne furent pas découverts ou sont déjà libérés.

N'oublions aps non plus la tentative du général Kapp. Ce monsieur fit immédiatement proclamer la loi martiale à Berlin, menaçant tout ouvrier qui ferait grève de le fusiller. Mais la grève générale n'en éclata pas moins spontanée et Kapp et kappistes furent vaincus. Il fallait les traiter comme ils auraient certainement traité le prolétariat s'ils avaient été vainqueurs. Au lieu de cela, l'infâme attentat kaiseriste demeura impuni. La République allemande continua même à faire des cadeaux à ses pires ennemis, au lieu de les extirper. Et maintenant, encouragés par de coupables faiblesses, ils continuent . . .

Naturellement, du moment qu'il ne s'agit pas d'attentats anarchistes, nous ne lisons pas dans la bonne presse ces cris d'indignation, ces appels à la répression, ces malédictions féroces que nous sommes accoutumés à voir lancer contre nous, aussitôt que l'un des nôtres fait acte de légitime défense ou de juste revendication. C'est dire l'hypocrisie et la canaillerie des soi-disant gens de l'ordre.

Affaire Peretti.

Après plus de quatre mois d'emprisonnement l'accusation contre Peretti demeure toujours mystérieuse. A la suite du premier communiqué paru dans la presse, que nous avons relevé dans notre dernier numéro, communiqué de provenance fasciste sans doute possible, l'organe libéral *Il Dovere* de Bellinzone, en a publié un second qu'il qualifie d'*officieux*. Il atténue ou dément certaines accusations contenues dans le premier, reconnaissant ainsi la mauvaise action commise en paraissant l'admettre sans réserves et sans restrictions.

L'accusation en somme ne se baserait plus que sur les nombreux timbres de passage aux frontières italienne et française du passeport Peretti. Nous avons déjà dit, et personne ne pourra prouver le contraire, que Peretti ne s'est rendu en France que deux fois et, d'ailleurs, on ne voit pas en quoi cela concerne les tribunaux italiens. Pour ce qui est des voyages en Italie, Peretti peut prouver y avoir été pour achats de livres, produits pharmaceutiques et habits, ainsi que pour quelques excursions dans les Alpes italiennes ,notamment au Mont-Rose. Sans doute il doit éprouver quelques difficultés à citer des témoins, crainte d'en faire ensuite des *suspects*, sinon de provoquer sans autre leur arrestation comme soi-disant complices.

Mais en somme, s'il y avait un seul fait prouvé et précis à sa charge, pourquoi ne pas l'énoncer pour s'en tenir exclusivement à des accusations vagues et inconsistantes ? En réalité, la police italienne cherche toujours sans rien trouver, ou elle a inventé des charges, dont la fausseté serait facile à démontrer, si elles étaient portées à la connaissance de tous dès à présent, tandis que si elles ne sont invoquées que devant le Tribunal, prévenu et défenseur ne pourront y répondre d'une manière concluante et efficace ,et comme les jugements du Tribunal des chemises noires sont sans appel, Peretti se trouvera injustement et définitivement condamné. Voilà ce qui est le plus à craindre.

Il faut reconnaître que les autorités cantonales et fédérales ont fait tout le peu qui était en leur pouvoir pour sauver Peretti, mais aussi bien les réclamations faites par le Consulat à Milan que celles par la Légaiton à Rome sont restées sans réponse ou en ont reçu une négative. Vis-à-vis de la petite Suisse, le fascisme a fait preuve d'un sans-gêne qu'il se garde bien d'avoir vis-à-vis de la puissante Angleterre, par exemple.

Le plus triste est de voir une certaine presse suisse accepter le tout sans protestation, sans au moins faire quelques réserves sur l'application d'une *procédure pénale pour le temps de guerre* et le jugement éventuel par un Tribunal *spécial*. Une justice *spéciale* n'en est certes pas une, car surtout en pareille matière sortir de la règle commune c'est tomber dans l'injustice.

N'oublions pas Peretti et ne cessons de signaler l'infamie dont il est victime, même si nous nous sentons impuissants à la vaincre.

Internationale de la Jeunesse Anarchiste

Le secrétariat de l'I. J. A. veut se mettre en rapport avec les anarchistes du monde entier, qui se sentent jeunes et entendent coopérer à une association internationale des anarchistes.

Il a pour organe un périodique anarchiste international en esperanto.

Pour plus amples renseignements, s'adresser au Secrétariat de l'I. J. A., M. Stevens, Shackletonstraat 16, 1, Amsterdam-West, Hollande.

Correspondance en franaçis, allemand, espagnol, anglais, hollandais, danois et esperanto.

Le Syndicat autonome des Maçons et Manœuvres de Genève prie tous les Syndicats autonomes à tendance révolutionnaire se rattachant à l'industrie du bâtiment de lui faire parvenir leur adresse ou celle de leur président ou secrétaire pour communications importantes.

Ecrire au Syndicat Autonome des Maçons et Manœuvres, Terreaux-du-Temple, 6, Genève.

Imprimerie, 23, rue des Bains